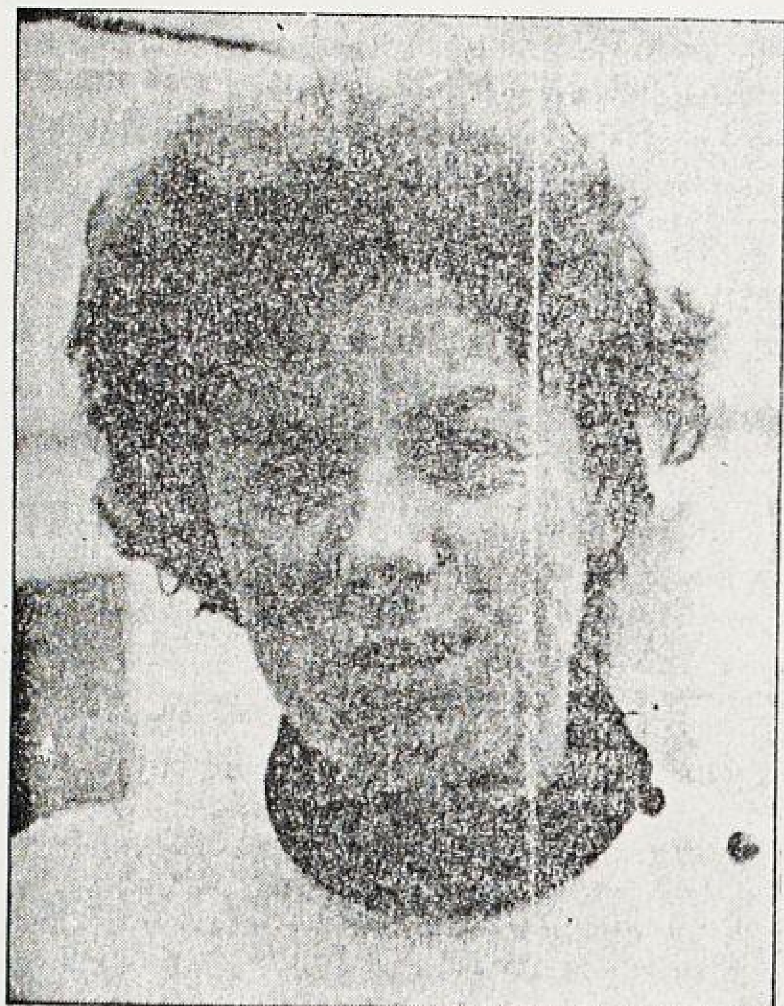


union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

SEINE SAINT-DENIS — 5e circonscription

BERNARDINI Françoise

Assistante sociale

Suppléante : FAUBERT Geneviève
Infirmière

Travailleuses, Travailleurs,

Quotidiennement dans la partie de la circonscription où je travaille, je rencontre les drames qu'entrainent le chômage, et l'exploitation des travailleurs par le capitalisme. Dans cette circonscription comme dans la plupart de celles de la Seine St Denis, ouvriers et employés sont durement frappés par la politique d'austérité et de chômage de Giscard-Barre.

A Noisy-le-Sec plus d'un millier de chômeurs. Depuis 1976, 690 emplois ont été supprimés dans la métallurgie dont 230 à Vallourec, 135 à la SAFT. Et les projets de démantèlement du dépôt SNCF prévoient la suppression de milliers d'emplois.

A Romainville 850 chômeurs, neuf entreprises ont fermé leurs portes en deux ans. La dernière en date Primaplast, va licencier 40 travailleurs.

Vous êtes nombreux à gagner moins de 2 000 francs par mois et dans des conditions de travail toujours plus dures : cadences accélérées, accidents : Roussel UCLAF à Romainville atteint un triste record.

Et combien d'entre vous sont encore mal logés parce que l'office d'HLM refuse l'attribution de logements à ceux qui, à cause du chômage ou des salaires de misère, ne peuvent payer les loyers exorbitants.

Dans les cités, cité Gagarine, le Lindeau à Noisy, ce sont les loyers excessifs, les charges toujours en augmentation, les appartements qui se dégradent, l'absence d'installations collectives, de salles de réunions, de véritables espaces pour les enfants et les jeunes.

C'est cette vie-là, avec cette politique-là que veulent reconduire Giscard et son candidat. Quant au chiraquien Calméjane, après avoir perdu la mairie de Villemomble il a l'audace de briquer à nouveau vos suffrages. On sait l'attention musclée que son organisation porte aux revendications ouvrières.

Mais que fait et que propose la gauche, le PCF notamment implanté, souvent depuis des dizaines d'années dans les mairies de la circonscription ?

Un peu d'assistance et de charité, beaucoup de pétitions, délégations, apparitions des «élus» sur les lieux de lutte, vœux de soutien, lettres aux autorités, questions à l'Assemblée, voilà qui n'a guère contraint nos patrons à céder. La crise, comme ailleurs, est toujours plus dure. Pour riposter à la crise, une seule solution la lutte !

La crise frappe tout le pays

— Un million six cent mille chômeurs aujourd'hui, et chaque jour des usines continuent de fermer.

— Nos salaires sont bloqués et les prix montent sans cesse.
— Des centaines de milliers de paysans sont chassés de leur terre.

— Notre droit à la santé et à la sécurité dans le travail se dégrade chaque jour.

— Les libertés politiques sont bafouées : travailleurs en lutte expulsés de leurs usines, militants syndicaux traduits devant les tribunaux, travailleurs immigrés assassinés ou expulsés.

Voilà le bilan de la droite, des Giscard-Barre-Chirac. Ce qu'ils veulent c'est que ça continue, Chirac cherche même à rassembler contre les luttes de demain ce qu'il y a de plus réactionnaire et de conservateur dans ce pays.

Et avec l'Union de la gauche, est-ce que ça peut changer ?

Mais d'abord, est-ce que l'Union de la gauche existe toujours ? Non ! Pendant des années, le PCF et le PS nous ont toujours dit que la solution à nos problèmes passait par le Programme Commun et l'Union de la gauche. Mais depuis plusieurs mois :

— Mitterrand et Rocard ont souhaité publiquement le succès du plan Barre, et ils sont prêts demain à gouverner avec Giscard pour faire payer la crise aux travailleurs.

— Marchais se querelle avec Mitterrand, il l'accuse de virer à droite. Bien sûr ! Mais que veut-il ? Le socialisme ? Non il l'a dit lui-même. S'il se querelle avec le PS, c'est sur le nombre des ministres, sur le nombre de PDG des entreprises nationalisées... Pourquoi ? Parce que ce que veulent les dirigeants du PCF c'est instaurer un capitalisme d'Etat du même type que celui qui sévit déjà dans l'URSS des hôpitaux psychiatriques et de la misère. Non avec la gauche ce serait toujours le capitalisme. Nous ne voulons ni de la gestion de la crise par Giscard-Mitterrand, ni du capitalisme d'Etat du PCF.

Pour en sortir, que propose l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne ?

Que ce soit un gouvernement de droite ou de gauche après mars 78, c'est par nos luttes et seulement par nos luttes que nous pouvons faire aboutir nos revendications. Ces luttes il faut les préparer dès maintenant, en rassemblant les forces du mouvement populaire, en nous organisant.

Nous le savons, après mars 78, quand nous lutterons, les uns nous accuserons de saboter l'économie, les autres tenteront de dénaturer nos revendications et de dévoyer nos actions au profit de leur projet capitaliste. Nous refusons de servir de masse de manœuvre aux affrontements entre les partis bourgeois de droite et de gauche. Ce qu'il faut c'est nous organiser indépendamment de ces partis, c'est jeter les bases d'un large front, capable de faire aboutir nos revendications.

Ce front permettra d'affirmer notre volonté d'en finir avec le système capitaliste, d'avancer vers le socialisme. C'est le socialisme qui permettra d'assurer le plein emploi, d'éliminer l'exploitation et la misère, qui liquidera tous les rapports colonialistes ou néocolonialistes avec le Tiers-Monde, qui assurera une indépendance véritable du pays vis-à-vis des 2 superspuissances USA et URSS qui menacent la paix en raison de leur rivalité acharnée.

Le socialisme que nous voulons, c'est celui où l'immense majorité, c'est-à-dire la classe ouvrière et avec elle les petits paysans et toutes les masses populaires, assurent réellement le pouvoir, la direction de la société.
C'est pour cela que nous vous appelons à soutenir les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne. Ces candidats bénéficient du soutien unitaire des marxistes-léninistes.

Votez pour les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne

Dans la 5e circonscription de la Seine Saint Denis

Françoise BERNARDINI

Assistante sociale d'abord à Aubervilliers, puis aujourd'hui à Romainville, mon métier m'a d'abord conduite à essayer d'atténuer les misères et les souffrances que je cotoyais tous les jours. Mais j'ai pris peu à peu conscience que la misère n'était pas une fatalité, et qu'au delà de l'action humanitaitre et sociale il était nécessaire de s'engager dans les luttes pour transformer la société ; dans les luttes pour l'émancipation des femmes et leur droit à l'avortement et à la contraception dans les luttes pour la sécurité du travail, contre les maladies professionnelles. Lutter aujourd'hui pour préparer le socialisme de demain.

SUPPLÉANTE

Genevièvre FAUBERT Infirmière

Imprimerie IPCC Paris